

Lutter pour l'interdiction des licenciements **UNE BATAILLE DIFFICILE MAIS NÉCESSAIRE QU'IL FAUT AMPLIFIER**

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Décembre 2009

Si les discours des politiques sur la fin de la crise se veulent rassurant, force est de constater que la réalité est tout autre. Les chiffres du chômage continuent de grimper, le chômage partiel reste massif dans le département et les annonces de réorganisation – restructuration et plans sociaux ne diminuent pas. Couplés aux suppressions de postes dans les services publics, ce sont des milliers d'emplois qui disparaissent.

Après les annonces concernant la fermeture d'EMT (groupe Autoliv), l'arrêt de deux activités à BASF avec 39 suppressions de postes, les licenciements dans les PME (STII, Molex...), c'est désormais RENAULT qui annonce un surnombre de l'ordre de 800 salariés.

Ces dernières années, ce ne sont pas les luttes ni la combativité qui ont manqué. Ainsi, 2009 a été marqué par la mobilisation des CONTI, des GOODYEAR, des MOLEX, FREESCALE, FORD Bordeaux et autre PHILIPS Dreux... Malheureusement, alors qu'il y a longtemps qu'on sait qu'on ne peut pas gagner boîte par boîte, chacun dans son coin, aucune initiative centrale nationale n'a été organisée par les confédérations syndicales. A croire que pour certains dirigeants, la bataille serait perdue d'avance et qu'il y aurait mieux à faire, comme négocier sur d'hypothétiques solutions industrielles.

Au NPA, nous savons que la bataille à mener est difficile, que de nombreux salariés sont résignés et qu'il manque cruellement de militants dans de nombreuses PME. Pour autant, quelles que soient les difficultés, nous nous devons de mener tous ensemble cette bataille, ne serait ce que pour l'avenir de nos enfants et petits enfants à qui on doit autre chose que misère et précarité.

Manifestation d'Elbeuf : un premier pas à élargir

De ce point de vue, l'initiative de l'UL CGT d'Elbeuf d'appeler à une manifestation contre les licenciements en cherchant à unir les salariés d'entreprises différentes, à élargir la mobilisation aux organisations



politiques et associatives est à saluer comme un premier pas qui en appelle d'autres.

Autour de l'Agglo d'Elbeuf : des salariés sont en lutte à M-real à Alizay (27), contre l'arrêt de l'activité pâte à papier, autour desquels s'est créé un collectif de défense de l'emploi dont le NPA fait partie. Un peu plus loin, ce sont les salariés de Gournay qui ont manifesté la semaine dernière suite aux annonces chez SIKA et AUTOLIV.

Pourquoi pas ne pas réfléchir dès maintenant à une prochaine étape début 2010 à Rouen avant de poser la véritable question, celle d'une manifestation nationale contre les licenciements à Paris ?

A crise globale, solution globale : s'en prendre au pouvoir des patrons et des capitalistes

Les capitalistes ont leur solution : faire payer la crise aux travailleurs et à la population. Ce sont eux qui tiennent les rênes de l'économie. Imposer une autre politique nécessite de leur prendre les rênes, en s'unissant pour d'abord interdire les licenciements puis imposer un contrôle des travailleurs, des jeunes et des chômeurs...sur les entreprises et les services publics.

Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas d'autre politique possible !

Alors que des milliers de travailleurs pointent au chômage, des milliers d'autres n'en peuvent plus des cadences et du travail en 3x8, certains vont même jusqu'à mettre fin à leurs jours tellement la souffrance est insupportable. Alors que les jeunes sont sans boulot, on voudrait forcer les anciens à travailler plus longtemps. Ces signes là ne trompent pas, cette société qui repose sur la loi du profit va tous nous faire crever si nous ne nous battons pas pour un monde meilleur, une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Le 8 décembre 2009.

CONTRAT SOCIAL DE CRISE EN VOIE DE RECONDUCTION : ÇA NE GARANTIT ABSOLUMENT PAS LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Alors que 2010 ne commence que dans 3 semaines, Renault prévoit déjà au moins 45 jours de chômage dans ses usines, l'année prochaine. Une raison suffisante pour qu'il envisage de renouveler son « contrat social de crise » afin de préserver, si l'on croit encore la Direction, plusieurs milliers d'emplois.

Pourtant, un article publié dans le journal *Mediapart* rappelle l'étude d'un économiste du travail qui montre que « *plus un établissement utilise le chômage partiel, plus il licenciera* ». En clair, l'indemnisation du chômage partiel ne fait que repousser des fermetures d'usine. A l'heure où tous les équipementiers et sous traitants automobiles restructurent en supprimant des dizaines de milliers d'emplois, le chômage partiel permet aux constructeurs de reculer les échéances pour éviter de taper sur tout le monde en même temps. Mais aujourd'hui, à Cléon comme à Sandouville ou Flins, la Direction n'a toujours pas précisé comment elle compte garantir la pérennité de nos emplois à long terme. Raison de plus pour participer, sans attendre, à toutes les bagarres contre les suppressions d'emplois.

NPC-AUTOLIV À CAUDEBEC : UNE LECON DE CHOSES

Avant 2002, l'usine de Caudebec appartenait au groupe Autoliv. En 2002, elle est revendue au groupe EM Technologies et devient EMT. Mais en 2008, Autoliv la rachète.

Je te vends, je te rachète : dans la société capitaliste, c'est le droit le plus strict des capitalistes. Sur le dos de l'emploi, s'ils le veulent. Résultat : 350 salarié(e)s avant 2002, 140 aujourd'hui, avant la fermeture définitive du site. Les travailleurs vont-ils devoir se contenter de vérifier que les procédures légales ont été respectées, comme l'a promis le préfet. Et si elles l'ont été, d'entendre le même déclarer : « *Désolé, je ne peux rien de plus* ». Sous entendu : il vous reste Pôle emploi et les Restaus du Cœur »

Le problème de fond, dans la société capitaliste, c'est que la loi protège le droit des actionnaires et des patrons de gérer leurs affaires comme ils l'entendent, en fonction du seul impératif de profit. Et tant pis pour l'emploi. Mais qu'est-ce qui empêche d'imaginer un autre mode de fonctionnement de l'économie, où le droit pour chacun(e) à un emploi et à un revenu dignes de ce nom serait la priorité des priorités ? Quitte à devoir pour cela changer la loi, en retirant aux capitalistes ce droit exorbitant qu'ils ont de décider du sort de l'immense majorité de la population. Il s'agirait évidemment d'un changement radical, une véritable révolution. Un changement possible à condition de se donner comme perspective une confrontation au plus haut niveau avec le patronat et le pouvoir.

FACE AU MASSACRE DE L'EMPLOI, DES ELUS, CA SERT A QUOI ?

A l'annonce de la fermeture de NPC à Caudebec, les élus de tous bords se sont dits indignés de l'attitude du groupe Autoliv, qui ne respecte pas les engagements pris lors du rachat de cette entreprise en 2008. Aujourd'hui, que disent-ils aux salarié(e)s concerné(e)s, sinon qu'ils sont

« désolés » de ce qui leur arrive. Laurent Fabius - député socialiste de la circonscription - promet d'écrire au Ministre de l'Industrie, pour lui demander ce qu'il compte faire. Mais la réponse connue d'avance. Faut-il rappeler à Fabius que le gouvernement dont il faisait partie a été confronté au même genre de situation en 1999, lorsque Michelin annonça 7 500 suppressions d'emplois. Lionel Jospin - alors premier ministre : répondit : « *L'Etat ne peut pas tout* ».

UNE STRATÉGIE VOUÉE À L'IMPUISSANCE

Sous prétexte d'attirer ou de maintenir des emplois, les élus « de gauche » de la région offrent aux entreprises de multiples aides, subventions, zones d'activités aménagées. Tout cela avec l'argent public, sans que rien n'interdise aux patrons, aux capitalistes, de fermer les usines, de délocaliser, de supprimer des emplois, catastrophe sociale à la clé. Cette stratégie est vouée à l'impuissance. Au mieux, les élus de tous bords en sont réduits à limiter les dégâts des choix patronaux.

Seul un renversement complet de stratégie permettrait d'envisager que le droit à l'emploi soit enfin garanti. Ce qui supposerait de s'en prendre enfin au droit des capitalistes de gérer comme ils l'entendent les entreprises : interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, ouverture des livres de compte, droit de veto des salarié(e)s et de leurs organisations sur toutes les décisions... vers une économie gérée de façon démocratique, en fonction des besoins sociaux prioritaires. Pour une société socialiste enfin digne de ce nom. Evidemment, le NPA ne croit pas cela possible sans une immense mobilisation sociale. Mais qui croyait, au début de 1789, qu'on pouvait abolir la monarchie absolue ?

Sans cette perspective, les élus en sont réduits à la compassion pour les victimes de la crise. Ils iront même, souvent, manifester avec elles. Avec leurs écharpes. Mais, au bout du compte, cela sert à quoi ? Pour quel résultat ?

MOINS D'EMPLOIS, PLUS DE PROFITS

Fin novembre, le président de Peugeot s'est réjoui du retour des bénéfices. « *La situation est moins mauvaise que prévu* »... et l'action a aussitôt grimpé à la Bourse. Et pourtant le groupe annonce un plan de 6 000 suppressions d'emplois, et une augmentation de 20% de la productivité sur le dos des salariés de l'entreprise.

PSA a reçu l'année dernière une aide de l'Etat de 3 milliards d'euros, pour sauver le groupe, pas les salariés ! La crise a bon dos quand il s'agit de gonfler encore un peu plus la fortune des actionnaires.

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>